



## El Qaïda au Maghreb islamique

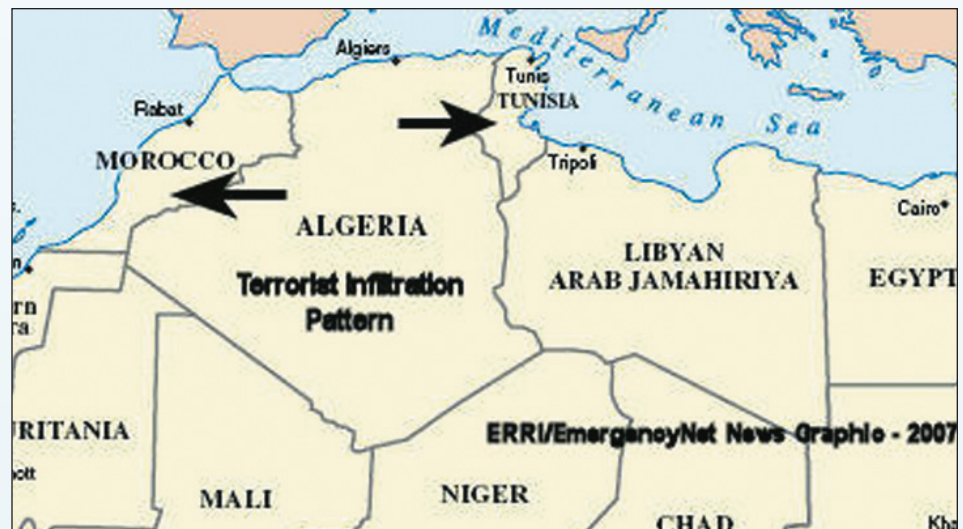
*Luis Martinez*

*Directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI),  
Paris. Il est spécialiste de l'Algérie et travaille également sur la Libye.*

À Alger, le 11 décembre 2007, un double attentat, revendiqué par El Qaïda Maghreb islamique, frappe des immeubles de l'ONU, la Cour suprême et le Conseil constitutionnel : le bilan est d'au moins 67 morts. Comme pour les massacres de civils revendiqués par le GIA (Groupement islamique armé) durant la guerre civile, des doutes sont formulés aujourd'hui sur les attentats-suicides. Pour certains, les groupes terroristes sont infiltrés par les services de renseignement qui les manipulent, pour d'autres, les groupes terroristes sont des créations des services de renseignements !

Ainsi l'implantation d'El Qaïda au Maghreb est une manipulation du régime algérien afin de susciter la peur auprès des pays européens et l'inquiétude des États-Unis quant à leurs intérêts dans la région, les obligeant à une coopération sécuritaire<sup>1</sup>.

Cet article ne s'inscrit pas dans ce type d'approche. Certes il est fort probable, pour ne pas dire souhaitable, pour les services de renseignement algériens qu'ils aient infiltré les groupes terroristes. Les avantages escomptés peuvent être nombreux : les mieux informés apparaîtront comme les plus crédibles et seront les plus courtisés par les partenaires de l'Algérie. Dans cette perspective, jeter le discrédit sur les autres grâce à des rumeurs laissant entendre leur participation à des attentats est judicieux. Cet article souligne comment l'implantation d'El Qaïda au Maghreb résulte de la convergence d'intérêts entre des groupes islamistes locaux à bout de souffle et une multinationale portée par une dynamique du succès depuis le 11 septembre.



Source : [www.emergency.com](http://www.emergency.com)

1. F. GÈZE et S. MELLAH. « "Al-Qaïda au Maghreb", ou la très étrange histoire du GSPC algérien », *Algeria-Watch*, 22 septembre 2007.

Le 3 novembre, Ayman Al-Zawahiri, numéro deux d'El Qaïda, appelait les musulmans du Maghreb à proclamer le jihad: « Ô nation de l'islam au Maghreb, celle de la résistance et du jihad, voici que vos enfants s'unissent sous la bannière de l'islam et du jihad contre les États-Unis, la France et l'Espagne... pour nettoyer nos terres de leurs esclaves Mouammar Kadhafi, Zine el Abidine Ben Ali, Abdelaziz Bouteflika et Mohammed VI ». Au cours de ces dernières années le réseau d'El Qaïda a réussi à élargir son influence auprès des groupes islamistes au Maghreb. En 2006, le GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le jihad), organisation fondée en 1998 par Hassan Hattab, annonçait son ralliement à El Qaïda. Son émir, Abou Moussab Abdel Wadoud, soulignait les raisons de son ralliement dans une lettre d'allégeance: « Nous avons entière confiance en la foi, la doctrine, la méthode et le mode d'action de ses membres, ainsi qu'en leurs chefs et leaders religieux<sup>2</sup> »; en novembre 2007, c'est au tour du Groupe combattant islamique libyen (GCIL). Abou Laïth al Libi, un « commandant » d'El Qaïda en Afghanistan, soulignait dans un communiqué: « Kadhafi est la tyrannie de la Libye; après de longues années, il a soudain découvert que l'Amérique n'est pas un ennemi, et transforme la Libye en une nouvelle base pour les



Drapeau du Jihad  
Source: [www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org)

croisés ». En mars 2007, la presse marocaine soulignait qu'Abou El Baraa, un marocain originaire de Tétouan venait d'intégrer le Conseil consultatif d'El Qaïda Maghreb, composé de 16 membres et dont le quartier général se trouverait dans le Sud Est algérien. Les conséquences de ce ralliement des groupes islamistes algériens et libyens au réseau d'El Qaïda sont observables dans la nouvelle stratégie de violence. Pour la première fois en Algérie, la technique de l'attentat-suicide est intégrée dans le dispositif de guerre contre le régime. Ainsi le jeudi 6 septembre 2007, un attentat-

suicide visait le cortège du président dans la ville de Batna (22 morts et plus de 100 blessés). Le samedi suivant, un nouvel attentat-suicide avait lieu contre la caserne de gardes-côtes à Dellys; il avait été perpétré par un adolescent de 15 ans! Le bilan est de 28 morts. Le 11 avril 2007, une triple attaque avait provoqué à Alger 30 morts et 220 blessés. Tous ces attentats ont été revendiqués par El Qaïda Maghreb. À cela s'ajoute le fait que l'intégration du Groupe combattant islamique libyen (GCIL) dans le réseau d'El Qaïda a pour effet de renforcer la présence des islamistes libyens en Irak. Ils représentent le deuxième contingent de combattants étrangers après celui des Saoudiens<sup>3</sup>.

Le ralliement du GSPC et du GCIL au réseau d'El Qaïda s'explique par leur échec respectif de renverser les régimes en Algérie et en Libye. Ces deux organisations ont tenté dans le cadre de guérilla de mobiliser le « peuple » afin de combattre les pouvoirs en place. Vaincues, ces deux organisations paraissaient, avant les attentats du 11 septembre 2001, complètement anéanties. L'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 les a fait renaître. Sous l'influence d'El Qaïda, ses deux organisations bouleversent leur stratégie et décident d'unir leurs forces dans le cadre d'un jihad régional. Pour mobiliser de nouvelles recrues, ces deux organisations inscrivent leur combat à la fois dans un cadre local, la lutte contre les régimes en place, mais aussi international, la guerre contre les États-Unis, la France et l'Espagne. Ces trois pays occidentaux correspondent également à trois « ennemis » historiques susceptibles de mobiliser des recrues décidées à venger les Libyens des bombardements américains et des sanctions infligées à la Libye durant les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix; d'encourager des Algériens à faire « payer à la France » sa politique coloniale et de stimuler des vocations de libérateur auprès des Marocains prêts à chasser les Espagnols de Ceuta et Méhilla et à se lancer à la reconquête de l'Andalousie. Ainsi la greffe d'El Qaïda au Maghreb se nourrit de la dynamique d'union des groupes islamistes et permet par contraste de souligner que l'islam est un facteur d'union

(le El Qaïda au Maghreb islamique) alors que le nationalisme est une idéologie de désunion (l'inexistence de l'UMA). La greffe a pris également parce que le GSPC, à l'instar du GCIL, avaient besoin pour renouveler leur dynamique de combat de médiatiser leur action afin de les faire connaître. La connexion au réseau El Qaïda leur offre une couverture médiatique planétaire et leur permet de repeupler des maquis qui s'étaient vidés à la fin des années quatre-vingt-dix.

### La greffe El Qaïda au Maghreb

À la recherche d'une nouvelle idéologie de lutte, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat de Hassan Hattab trouve dans le « Front islamique mondial pour le jihad contre les juifs et les croisés », créé par Ben Laden, le second souffle nécessaire au maintien de la guerre contre le régime. Il entreprend, dans un premier temps, une restructuration des groupes armés encore actifs. Il prône une nouvelle définition de l'ennemi qui se limite dorénavant aux seules forces de sécurité, et dénonce les violences contre les civils<sup>4</sup>. Le GSPC maintient un niveau de violence important mais sans commune mesure avec celui que le couple AIS-GIA avait entretenu entre 1993 et 1997. La politique de « concorde civile » lancée par le président Bouteflika en 1999 ramène vers la société environ 6 000 combattants islamistes. L'espoir d'une véritable réconciliation soulève un vent d'optimisme dans la société et laisse croire que le temps de la violence est enfin passé. Le renouvellement des groupes islamistes armés ne paraît plus assuré, en dépit de la persistance du terreau fertile que constitue la jeunesse désœuvrée. Mais c'est surtout sur le plan idéologique que la guérilla islamiste a perdu sa crédibilité. C'est donc le besoin de restaurer la crédibilité des groupes armés qui induit la volonté d'ouverture du GSPC sur le plan international. C'est dans cette perspective qu'il faut analyser les relations entre ce groupe et El Qaïda. Car les liens entre les groupes islamistes algériens et des réseaux internationaux semblent assez anciens. Le régime a, tout au long de la décennie et particulièrement depuis 1998 et la montée en puis-

2. Mathieu GUIDÈRE. « Une filiale algérienne pour Al-Qaïda », *Le Monde diplomatique*, novembre 2006.

3. *The New York Times*, 2007/11/22 « Foreign Fighters in Iraq Are Tied To Allied of US ».

4. « Contrairement aux unités opérant sous le sigle GIA, l'organisation n'a pas recours à des attentats "aveugles" en secteur urbain. [...] Le recours à l'action terroriste, provoquant le décès d'un civil, doit être, dans l'esprit des dirigeants du GSPC, à la fois exemplaire et relativement rare » dans « Le GSPC ». Jean-Michel SALGON. *Les Cahiers de l'Orient*, 2001.

sance du GSPC, exploité ces relations afin de souligner l'extranéité des groupes islamistes relativement à la société algérienne ; mais les attentats du 11 septembre 2001 ont, comme ailleurs, constitué une rupture en ce que la guerre au terrorisme déclarée par l'Administration Bush rend ce type d'interprétation plus acceptable. En effet, le label El Qaïda est suffisamment attractif et respecté pour permettre au GSPC de redorer le blason de la guérilla islamiste. Pourtant en 2002, l'idée d'une mesure de concorde nationale au profit du GSPC est pourtant évoquée par le président Bouteflika et divise les groupes armés. Mais l'inscription du GSPC sur la liste des organisations terroristes du département d'État américain rendra finalement inenvisageable la réintégration de ses combattants<sup>5</sup>. Force est de constater que l'effondrement du régime des talibans en Afghanistan a provoqué un redéploiement international des « Arabes » qui y étaient établis. Le représentant supposé d'El Qaïda pour le Maghreb et l'Afrique sahélienne, Emad Abdelouahid Ahmed Alouane, (alias Abou Mohamed, un yéménite), tué le 12 septembre 2002 en Algérie, avait pour mission, selon les autorités algériennes, d'évaluer la situation en Algérie afin d'aider les combattants d'Égypte et d'Afrique du Nord en Afghanistan à s'y établir. Le GSPC avait pourtant affirmé, dans un communiqué du 21 septembre 2001, que son objectif était « le jihad contre le régime algérien » seulement. Mais en 2006 il annonce son intégration à la nébuleuse El Qaïda. Ce dernier qualifie le GSPC : « Lions de l'Atlas au Maghreb islamique ». Le GSPC divise l'Algérie en quatre régions (Est, Ouest, Centre et Sud) où « gouvernement » des émirs et devient donc le premier groupe islamiste au Maghreb à rallier le réseau d'El Qaïda. Il devient aussi la plate-forme pour les islamistes maghrébins qui désirent partir combattre en Irak. Au bord de l'effondrement avant les attentats du 11 septembre 2001, le GSPC devient après les attentats et surtout l'invasion de l'Irak, un groupe terroriste « aux portes de l'Europe » qui ne manque pas d'inquiéter en raison de sa liaison avec El Qaïda. En somme, tant que le GSPC avait pour stratégie la lutte contre le régime algérien, il représentait un problème pour l'Algérie. Mais dès lors que sa stratégie se veut internationale, il devient une menace pour son environnement régional et pour tous les étrangers qui séjournent, visitent ou travaillent au Maghreb. À cela s'ajoute l'usage inédit, jusque-là, des

attentats-suicides en Algérie. Après l'attentat sanglant du 11 avril 2007, un communiqué d'El Qaïda au Maghreb islamique expliquait : « nous disons aux renégats et à leurs maîtres croisés : recevez la nouvelle de la venue des jeunes combattants de l'islam qui aiment la mort et le martyr comme vous aimez la vie

**En somme, tant que le GSPC avait pour stratégie la lutte contre le régime algérien, il représentait un problème pour l'Algérie. Mais dès lors que sa stratégie se veut internationale, il devient une menace pour son environnement régional et pour tous les étrangers qui séjournent, visitent ou travaillent au Maghreb.**

de débauche et de délinquant, par Allah, nous ne déposerons nos épées ni ne savourerons la vie, avant que nous libérions chaque pouce de la terre d'islam de tout croisé et de tout renégat et collaborateur (avec l'ennemi) et pas avant que nos pieds foulent notre Andalousie perdue et notre Jérusalem bafouée ». La prise du pouvoir n'est plus un objectif. Dorénavant le GSPC aspire à devenir le représentant d'El Qaïda au Maghreb et à faire du terrorisme son instrument de guerre. Avec moins de 1000 combattants, le GSPC est contraint de s'ouvrir : il ambitionne donc de servir de plate-forme aux organisations terroristes régionales et surtout de devenir l'intermédiaire incontournable pour l'envoi de combattants en Irak en contrepartie d'une aide logistique d'El Qaïda dans la région. Dès lors la violence terroriste du GSPC vise à développer un sentiment de vulnérabilité auprès de la population qui serait la preuve de l'incapacité du régime à restaurer la paix civile. Le ralliement du GSPC à El Qaïda (officiellement, le 27 janvier 2007, le GSPC change

de nom et devient Organisation El-Qaïda au Maghreb islamique) est suivi par celui du Groupe islamique combattant libyen.

La création de l'organisation d'El Qaïda au Maghreb islamique soulève des problèmes majeurs. Tout d'abord elle rend nécessaire pour les gouvernants au Maghreb le développement de coopération régionale et internationale. Face au terrorisme de l'Organisation El Qaïda au Maghreb islamique, la répression est-elle encore pertinente ? Un régime autoritaire, doté d'une faible légitimité politique, n'est-il pas handicapé pour lutter contre le terrorisme ? Comment un régime autoritaire peut-il diffuser un sentiment de protection et de sécurité s'il ne bénéficie pas de la pleine reconnaissance politique de ses citoyens ? Pour les régimes algérien et libyen la lutte contre le terrorisme permet, à la différence de la « guerre totale », critiquée par les organisations de défense des droits de l'homme, de favoriser une politique de coopération avec des régimes démocratiques, confrontés à la même menace<sup>6</sup>. Concrètement, la presse fera état de la remise de deux listes comprenant dans l'une les noms de 1 000 membres soupçonnés d'appartenir au GIA et au GSPC opérant en Algérie et dans l'autre les noms de 350 Algériens ayant transité en Afghanistan et étant susceptibles d'appartenance à El Qaïda<sup>7</sup>.

De plus, l'arrivée d'El Qaïda au Maghreb permet aux régimes de légitimer la répression passée. Mis en accusation pour violation des droits de l'homme les dirigeants militaires algériens et libyens trouvent dans les attentats du 11 septembre 2001 la preuve que leur combat était non seulement légitime mais avant-gardiste. Comme le souligne le Général Maïza, avant le 11 septembre : « l'embargo qui a frappé l'Algérie n'a pas permis d'équiper ses unités et ses hommes avec les armes et surtout les équipements de reconnaissance et de vision nocturne leur permettant d'être efficaces ». Ce soutien technique (renseignement, armement etc.) permet de mieux combattre le terrorisme mais non de « l'éradiquer », à l'instar de la guérilla des années quatre-vingt-dix. Car comment ➔

5. Le 27 mars 2002, le Secrétaire d'État américain annonce l'inscription du GSPC sur la liste des organisations terroristes au motif que le GSPC était une « cellule du GIA ».

6. Pour certains observateurs, l'implantation d'El Qaïda au Maghreb est une manipulation des services de sécurité du régime algérien afin de susciter la peur auprès des pays européens et l'inquiétude des USA quant à leurs intérêts dans la région les obligeant à une coopération sécuritaire. F. GÉZE et S. MELLAH. « "Al-Qaïda au Maghreb", ou la très étrange histoire du GSPC algérien ». *Algeria-Watch*, 22 septembre 2007.

7. *Le Quotidien d'Oran*, 18 septembre 2001.

expliquer que le terrorisme trouve en Algérie, en Libye et dans une moindre mesure au Maroc, un terreau fertile ?

Pour un régime autoritaire la lutte contre le terrorisme apparaît comme beaucoup plus difficile que celle contre une guérilla. Car il a besoin de la confiance de ses citoyens pour empêcher la nidation de groupes dans certains milieux. Or, une population qui doute de la légitimité de ses dirigeants est à même d'offrir une faible résistance à des groupes terroristes, voire elle peut les comprendre sans les approuver. Or, en Algérie et en Libye la légitimité des régimes n'est pas acquise, partout émerge un discours critique qui constitue autant de failles exploitables par des groupes terroristes. Pour vaincre le terrorisme, le régime doit être à même de convaincre ses citoyens de la légitimité de son combat et pour mener ce combat il a besoin de leur confiance. Or un régime autoritaire ne dispose ni de la légitimité ni de la confiance... Le succès de la lutte contre le terrorisme en Algérie et en Libye passe sans doute par la démocratisation de ses régimes.

## Saviez-vous que ?

- El Qaïda au Maghreb se met à la guerre électronique  
<http://www.afrik.com/article14012.html>
- Al-Qaïda au Maghreb remporte la bataille médiatique  
<http://www.mediarabe.info/spip.php?article491>

## Pour en savoir plus

- CELSON, Anthony N. Al Qaïda in the Maghreb: the "rewest" Front in the War on Terror», *Mediterranean Quarterly*, 2008.
- GUIDÈRE, Mathieu. Al Qaïda à la conquête du Maghreb, Éd. du Rocher, 2007.
- MARTINEZ, Luis. « Structures, environnement et basculement dans le jihadisme », *Cultures et conflits*, avril 2008.

## Activités publiques organisées par les HEI

**Jeudi**  
24 avril 2008

Conférence  
Présentée par le Centre d'études interaméricaines  
**M. Antoni Estevadeordal**  
Banque interaméricaine de développement  
*L'intégration économique en Amérique latine*  
12 h à 13 h 30  
Salle Jean-Chapdelaine, 1<sup>er</sup> étage du ministère des Relations internationales du Québec, 525, boulevard René-Lévesque Est, Québec.

**Vendredi**  
9 mai 2008

*Les Ateliers Schuman*  
Présentés par le Cercle Europe en collaboration avec AE APRI  
**Cycle de conférences clôturé par son Excellence, Tomaž Kunstej**, ambassadeur de la République de Slovénie  
**François Alabrune**, Consul général de France à Québec ;  
**Olivier Delas**, Professeur, Faculté de droit, responsable du Cercle Europe, HEI, Université Laval ;  
**Kristine Bartenstein**, Professeure, Faculté de droit, Université Laval ;  
**Charles-Emmanuel Côté**, Professeur, Faculté de droit, Université Laval ;  
**Terri-Ann Priel**, Délégation de la Commission européenne au Canada ;  
**Véronique Guèvremont**, Professeure, Faculté de droit, Université Laval ;  
**Martin Larose**, Conseiller principal, Politique de sécurité internationale, direction de l'Union européenne et de l'Europe du Sud-Ouest, MAECI ;  
**Sara Deck**, Doctorante à la Faculté de droit, Université Laval ;  
**Aurélié Campana**, Professeure, Département de science politique, Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme, HEI ;  
**Christos Sirros**, Délégué du Québec à Bruxelles.  
8 h 30 à 16 h, Salle 2419, Pavillon Charles-De Koninck

Pour plus d'informations sur ces activités contactez le Programme Paix et sécurité internationales à l'adresse suivante : [psi@hei.ulaval.ca](mailto:psi@hei.ulaval.ca)

## Sécurité mondiale

- **Rédacteur**: Professeur *Olivier Delas*
  - **Assistante de rédaction**: *Oana Tranca*
  - **Publiée par**: Le Programme Paix et sécurité internationales  
*Gérard Hervouet, Directeur*  
Institut québécois des hautes études internationales (HEI), Université Laval
  - **Supervision éditoriale**: *Claude Basset*
  - **Conception et réalisation graphique**: *Alphatek*
- Le bulletin **Sécurité mondiale** est accessible sur Internet à l'adresse suivante :  
[www.hei.ulaval.ca](http://www.hei.ulaval.ca)  
Pour informations : 418 656-7771